

**L'éditorial
d'Arlette
Laguiller**
p 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**LUTTE
OUVRIÈRE**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1980 - 14 juillet 2006 - prix : 1 €

Mondial 2006

**le sport,
les affaires,
la politique**

p. 3-4

Dans les entreprises

**Les travailleurs
face aux attaques
patronales**

p. 10-11

Juillet 1936

**La révolution
espagnole**

p. 12

**Cet été,
les militants de Lutte Ouvrière
font étape dans votre ville**



p. 2

Sommaire

Mondial

- p. 4 ■ Les vrais vainqueurs de la Coupe du monde
■ La farce politicienne

Leur société

- p. 5 ■ De Robien content du bac
■ Marie-George Buffet : une déclaration peu engageante
- p. 9 ■ Quand l'industrie pharmaceutique pleure
■ L'État au secours des marchands d'armes
■ Le procès des HLM de Paris, une farce judiciaire
■ Les 2 % de l'assurance-chômage

Tribune

- p. 4 ■ Tous « black, blanc, beur » ?

Dans le monde

- p. 6 ■ Gaza : l'offensive d'Israël continue
■ Irak : le chaos dont l'impérialisme est responsable
■ Maroc : manifestations contre les violences policières
- p. 7 ■ Italie : drôles de coupes... dans le budget
■ Allemagne : guerre aux chômeurs
■ USA - Corée du Nord : la loi du plus fort

Sans-papiers

- p. 8 ■ Contre les expulsions, la mobilisation continue
■ À Paris, du « cas par cas » à une régularisation globale
■ À Limoges, deuxième semaine de grève de la faim

Dans les entreprises

- p. 10 ■ Yoplait et Candia licencient
■ CHU - Angers
■ Giat - Saint-Chamond
■ Hôpital Esquirol - Limoges
■ Hôpital psychiatrique Le Vinatier - Bron
- p. 11 ■ La Poste distribution (Haute-Vienne)
■ Malora - Saulxures-lès-Nancy
■ Rhodia
■ Hôpital La Pitié - Salpêtrière - Paris 13e

Espagne

- p. 12 ■ 70e anniversaire de la révolution du 19 juillet 1936
■ La nouvelle croisade de l'Église catholique

Cet été, les militants de Lutte Ouvrière font étape dans votre ville

D'un côté quelques gros actionnaires de grandes sociétés, déjà riches à milliards, peuvent multiplier leur fortune en quelques instants.

De l'autre, des millions de salariés, de chômeurs, de jeunes ou de moins jeunes, de retraités,

de petits agriculteurs ont de plus en plus de difficultés pour joindre les deux bouts.

Mais comment changer cette situation ?

Afin d'en discuter, cet été, comme chaque année, les militants de Lutte Ouvrière feront

halte dans les villes et les quartiers populaires de nombreuses régions. Car si cette société fonctionne sens dessus dessous, si le système économique fondé sur l'exploitation, sur l'enrichissement d'une minorité au détriment de la majorité de la popu-

lation impose sa loi à l'ensemble de la collectivité, cela n'a rien de fatal. Il pourrait en être autrement. Oui, cela pourrait changer, mais à condition que le monde du travail reprenne confiance dans sa force et retrouve le chemin des luttes.

Les villes-étapes

Gard

- Lundi 17 juillet** : Vergèze (Gard)
Mardi 18 juillet : Avignon (Vaucluse) - Sorgues (Vaucluse)
Mercredi 19 juillet : Bagnols-sur-Cèze (Gard)
Jeudi 20 juillet : Beaucaire (Gard)
Vendredi 21 juillet : Nîmes (Gard)
Samedi 22 juillet : Uzès (Gard)

Manche Mayenne

- Lundi 17 juillet** : Carentan (Manche) - Torigni-sur-Vire (Manche)
Mardi 18 juillet : Avranches (Manche)
Mercredi 19 juillet : Granville (Manche) - Ville-dieu-les-Poêles (Manche)
Jeudi 20 juillet : Coutances (Manche) - Saint-Lô (Manche)
Vendredi 21 juillet : Valognes (Manche)
Samedi 22 juillet : Saint-Lô (Manche) - Granville (Manche) - Mayenne (Mayenne)

Seine-Maritime

- Lundi 17 juillet** : Blangy-sur-Bresle
Mardi 18 juillet : Le Tréport

- Mercredi 19 juillet** : Maromme
Jeudi 20 juillet : Barentin
Vendredi 21 juillet : Gournay-en-Bray
Samedi 22 juillet : Dieppe

Eure-Calvados

- Lundi 17 juillet** : Gisors (Eure) - Pont-Audemer (Eure)
Mardi 18 juillet : Aubevoye (Eure) - Gaillon (Eure)
Mercredi 19 juillet : Vernon (Eure)
Jeudi 20 juillet : Louviers (Eure)
Vendredi 21 juillet : Bernay (Eure) - Val-de-Reuil (Eure)
Samedi 22 juillet : Evreux Nétreville (Eure)

Allier-Nièvre

- Lundi 17 juillet** : Moulins-sur-Allier (Allier)
Mardi 18 juillet : La Guerche-sur-l'Aubois (Cher) - Cosne-d'Allier (Allier) - Villefranche-d'Allier (Allier)
Mercredi 19 juillet : Saincoins (Cher) - Yzeure (Allier) - Moulins (Allier)
Jeudi 20 juillet : Imphy (Nièvre) - Saint-Pierre-le-Moutier (Nièvre)
Vendredi 21 juillet : Decize (Nièvre)

- Samedi 22 juillet** : La Charité (Nièvre) - La Machine (Nièvre) - Dompierre-sur-Bresbe (Allier)

Picardie-Somme

- Lundi 17 juillet** : Fort-Mahon (Somme) - Saint-Pol-sur-Ternoise (Pas-de-Calais)
Mardi 18 juillet : Abbeville - Cité du Soleil-Levant (Somme)
Mercredi 19 juillet : Friville-Escarbotin (Somme)
Jeudi 20 juillet : Hesdin (Pas-de-Calais)
Vendredi 21 juillet : Berck (Pas-de-Calais)
Samedi 22 juillet : Abbeville (Somme)

Champagne-Ardenne

- Lundi 17 juillet** : Verdun (Meuse)
Mardi 18 juillet : Bar-le-Duc (Meuse) - Ligny-en-Barois (Meuse)
Mercredi 19 juillet : Chaumont (Haute-Marne)
Jeudi 20 juillet : Saint-Dizier (Haute-Marne)
Samedi 22 juillet : Sedan (Ardennes)

Au sommaire de LUTTE DE CLASSE N° 98 (été 2006)

- *France*
La situation politique à l'approche de la campagne électorale
L'État et les chemins de fer : un vieux mariage d'affaires
- *Italie*
Un gouvernement au garde-à-vous devant le patronat
- *États-Unis*
Les patrons de l'automobile profitent de la faillite de Delphi pour attaquer travailleurs et retraités
- *Tribune de la minorité*
Bolivie : la révolution au bout du gazoduc ?
Prix : 1,50 euro - Envoi contre quatre timbres à 0,53 euro

Vient de paraître :



Édité par Lutte Ouvrière
Prix : 6 euros

Vous pouvez vous le procurer auprès de nos militants ou en écrivant à :

Lutte Ouvrière - BP 233 - 75865 Paris Cedex 18
Joindre un chèque de 7 euros (pour les frais d'envoi) à l'ordre de Lutte Ouvrière

LUTTE OUVRIÈRE

(Union Communiste (Trotskyiste)
membre de l'Union Communiste Internationaliste)

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1009185576.

Lutte Ouvrière c/o Éditions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Éditions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin.

Lutte Ouvrière sur Internet :
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
e-mail : journal@lutte-ouvriere.org

Téléphone : 01 48 10 86 20
Télécopie : 01 48 10 86 26

Soutenez-nous financièrement

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : « Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière » et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 Paris Cedex 18.

Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti Lutte Ouvrière conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Ci-joint la somme de :
par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière
ou virement postal : ccp 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	10 numéros
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	21 €
USA, Canada	35 €	70 €	25 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	32 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

Le sport, les affaires et la politique



Derrière le spectacle que la Coupe du monde de football a offert ces dernières semaines, il n'y avait pas que l'engouement du public pour un sport populaire dans la plupart des pays du monde, même si la plupart des commentateurs évitaient de trop s'étendre sur ces autres sujets.

Le business était aussi présent, et même les affaires au sens commercial du terme. Pour les équipementiers sportifs, tel Adidas ou Nike, les résultats sportifs comptaient bien moins que les bénéfices qu'ils pourraient retirer de cette extraordinaire campagne de promotion. Pour les chaînes de télévision qui avaient raflé le monopole de la diffusion des matchs, ce qu'elles attendaient du Mondial, c'étaient les profits qu'elles pourraient retirer des « espaces publicitaires » qui encadraient chaque mi-temps. Et c'est tout un symbole de cette emprise du fric sur le sport que l'équipe d'Italie, gagnante de cette coupe, soit au cœur d'un scandale portant sur des matchs truqués, c'est-à-dire sur des dirigeants, des joueurs, et des arbitres remplaçant la « noble incertitude du sport » par l'intervention de gros chèques.

Mais la politique, celle des classes dirigeantes, était aussi présente. Et pas seulement parce que, dans ce qui se prétend une fête mondiale, chaque rencontre est précédée des hymnes nationaux de chaque équipe.

La politique était aussi visible, quoique beaucoup plus insidieuse, dans tous les commentaires sur le fait que, grâce au « Onze de France », l'unité nationale était réalisée dans la communion avec l'équipe française, et que c'était ce qu'il y avait de meilleur pour le pays.

Parmi les gens qui, dans la discrétion des conseils d'administration des grandes sociétés industrielles ou financières, décident de suppressions d'emplois, de licenciements, voire de fermetures d'entreprises, pour augmenter encore et toujours leurs profits, il y en a peut-être qui aiment le football. Mais ils aiment encore bien plus leur porte-feuille. Alors quels inté-

rêts des travailleurs jetés à la rue, ou maintenus dans la précarité, ou sous-payés, peuvent-ils avoir en commun avec ces grands patrons ?

Les travailleurs auraient bien tort de croire qu'ils peuvent avoir quelque chose de commun avec des hommes politiques qui laissent se dégrader les services publics, refusent les crédits nécessaires aux hôpitaux et aux écoles, ne font rien pour loger décemment les millions de personnes mal logées, parce qu'ils préfèrent que les finances de l'État soient utilisées pour faire des cadeaux aux patrons et qui, la main sur le cœur, prétendent se passionner pour le mondial par simple calcul électoral.

Les travailleurs qui arrivent à l'âge de la retraite vont toucher des pensions de plus en plus réduites, les familles populaires vont avoir de plus en plus de mal à accéder aux soins, parce que là aussi les hommes qui nous gouvernent sont prêts à rendre de plus en plus précaire le sort des plus nécessiteux, pour pouvoir offrir des diminutions de cotisations sociales au patronat.

Les classes dominantes, les politiciens à leur service, ne cessent de déclarer que la lutte des classes appartient au passé. Mais la lutte des classes, ils la mènent sans relâche contre le monde du travail, et dans le contexte de la crise, ils ont effectivement réussi à accroître leur fortune au détriment de la population laborieuse qui a vu au contraire ses ressources, ses conditions de vie et de travail, s'aggraver sans cesse.

Si le patronat et les politiciens chantent les mérites de l'union nationale, c'est pour camoufler tout cela... et pour exhorter les travailleurs à consentir à de nouveaux sacrifices, à accepter leur sort, au nom de l'intérêt national.

Alors tous ces gens-là méritent bien plus qu'un carton rouge. Ils méritent d'être sortis du terrain économique par les luttes des travailleurs, pour mettre un coup d'arrêt à leur politique de régression sociale.

Arlette LAGUILLER

Tout va au mieux pour les patrons

C'est le quotidien *Le Figaro* qui donnait la nouvelle lundi 10 juillet : l'impôt sur les sociétés en cours d'encaissement aurait un rendement bien supérieur à celui de l'an passé. En moyenne cela ferait + 15 % par rapport à l'année précédente. Cela signifie que les bénéfices déclarés par l'ensemble des entreprises pour l'année 2005 ont augmenté au moins d'autant.

Car ces mêmes entreprises ont bénéficié en 2005, comme

toutes les autres années de la part de tous les gouvernements en place, d'une série de nouveaux allègements d'impôts de façon directe ou par les multiples moyens qu'offre l'État aux entreprises, dégrèvements, modification d'assiette fiscale ou dans l'établissement du bilan, etc. Et donc, malgré les allègements, voilà l'impôt sur les bénéfices des sociétés qui grimpe de 15 %. Faut-il que les bénéfices réels, pas ceux déclai-

rés mais ceux empochés par les capitalistes privés et les actionnaires, aient progressé de façon considérable !

Car ces 15 % de progression ne représentent bien évidemment qu'une moyenne. Moyenne qui englobe des centaines de milliers de petites entreprises, alors que beaucoup ne déclarent jamais de bénéfices et que d'autres tombent en faillite.

Le gouvernement était tellement conscient des résultats

exceptionnels des grandes entreprises qu'il s'est quand même permis de demander, malgré toute l'amitié qu'il leur porte, de bien vouloir verser un acompte sur l'impôt sur les bénéfices exceptionnels. Mais ces profits qui explosent n'empêchent nullement les mêmes patrons de crier misère, de se plaindre du poids insupportable de la malheureuse augmentation du smic, ou de réclamer de nouveaux allègements

fiscaux. Et pour parfaire le tout, le gouvernement, de concert avec le patronat, prêche sans le moindre complexe la résignation aux salariés. Ensemble, ils leur demandent d'accepter le blocage des salaires et les licenciements, au nom, bien évidemment, de la sempiternelle « compétitivité ». Peut-être parce qu'ils trouvent que leurs bénéfices exceptionnels ne sont pas encore suffisants.

Paul SOREL

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

Tous « black, blanc, beur » ?

L'équipe de France de football n'a finalement pas remporté la coupe du monde. L'événement, qui a rassemblé jusqu'à plus de 22 millions de téléspectateurs en France pour les deux derniers matchs de l'équipe nationale, a néanmoins été le centre de l'attention et de bien des discussions durant ces dernières semaines.

On a ainsi vu refluer, comme en 1998, tout un discours sur cette équipe « black, blanc, beur » représentant une France « multiraciale ». Pour bien des jeunes des cités populaires, issus de l'immigration africaine, maghrébine ou antillaise, il y a derrière ce slogan plus que de la fierté, quelque chose comme une revanche. Oui, cette équipe de France des Thuram, Zidane ou Makelele, est pour une large part composée d'immigrés et d'enfants d'immigrés, de ceux pour qui Sarkozy il n'y a pas si longtemps avait employé le terme de « racaille », issus de ces quartiers qu'il voulait « nettoyer au karcher », de ceux qu'il veut expulser aujourd'hui du territoire, au nom de « l'immigration choisie ». Que cette équipe à laquelle ils s'identifient ait représenté pendant des semaines la « fierté nationale » peut pour beaucoup apparaître comme une revanche sur le mépris et le racisme quotidien, sur les discriminations, sur les brimades policières et les contrôles au faciès. Et c'est aussi une claque à la démagogie raciste d'un Le Pen qui déclarait il y a peu que le sélectionneur avait « exagéré la proportion de joueurs de couleur » dans l'équipe.

Mais ce sentiment d'avoir été vengé par cette équipe multicolore n'est pas sans ambiguïté. Les plus saines réactions sont malheureusement souvent dévoyées sur le terrain empoisonné du nationalisme. Même un Thuram, symbole s'il en est de cette France « black, blanc, beur », qui s'était publiquement élevé contre les déclarations de Sarkozy sur la « racaille » en novembre dernier, n'en est pas exempt. Il ne trouve rien d'autre à opposer au racisme que l'idée d'une « vraie France », plurielle et tolérante, qui pourrait réconcilier tous les Français.

C'est que l'« épopée des Bleus » est une grande opération d'unité nationale, où la France « black, blanc, beur » n'est acceptée qu'à condition de se ranger derrière le drapeau tricolore, où l'on n'entend les voix des plus pauvres et des immigrés que lorsqu'elles chantent la Marseillaise. Et les médias n'en finissent plus de célébrer cette unité nationale retrouvée : après les émeutes de novembre dernier, après les mois de lutte contre le CPE et la précarité, on se

retrouverait ainsi tous unis derrière l'équipe de France.

Tous les politiciens tentent d'ailleurs de surfer sur la vague de popularité des Bleus. Chirac et Villepin s'affichent dans les tribunes officielles des stades et aux côtés des joueurs. Le premier ministre va jusqu'à déclarer à propos du parcours de l'équipe de France que « la France n'a pas toujours vocation à tomber, elle se relève parfois » faisant sans doute le rêve peu probable que cela s'applique à sa propre cote de popularité. Chacun de droite comme de gauche prétend s'identifier qui à Zidane, qui à Domenech, et se placer sous leur patronage dans la compétition électorale pour 2007. Les députés vont jusqu'à hisser une banderole de soutien à l'équipe nationale sur les grilles de l'Assemblée. Les ficelles sont sans doute un peu grosses pour être vraiment efficaces, mais elles reposent sur l'idée, serinée en permanence, que l'on pourrait se retrouver tous, les travailleurs comme les patrons et les politiciens à leur service, au coude à coude derrière « notre » équipe de foot.

Il ne s'agit certes aujourd'hui que de football, mais on ne peut s'empêcher de se rappeler que le même drapeau, le même hymne et les mêmes discours sur « l'unité de la France » ont servi à couvrir les pires barbaries. Il ne s'agissait pas alors de simplement brasser les millions d'un événement sportif à coup de sponsoring ou de pubs télé, mais c'est au son de la même Marseillaise qu'on a envoyé les travailleurs – et ceux qui sont les grands-pères ou les arrières grands-pères des « blacks » et des « beurs » de préférence en tête – au massacre pour « défendre la patrie », en réalité les profits de la bourgeoisie. Aujourd'hui, sans même que le jeu de ballon soit remplacé par le son du canon, la coupe du monde est l'occasion de tenter de nous faire gober qu'avec l'unité de la nation, les inégalités et le racisme pourraient disparaître derrière une équipe de France multicolore.

Laissons le football à tous ceux qui vibrent pour le beau jeu et les grands exploits sportifs. Mais pour faire reculer le racisme et les discriminations, comme pour combattre tous les mauvais coups des patrons et du gouvernement – qui ne connaissent, eux, pas de trêve pour le Mondial – mieux vaudra choisir un autre terrain : celui des luttes sociales, de la lutte des classes.

Yves LEFORT

Convergences Révolutionnaires n° 46 (juillet-août 2006)

Bimestriel publié par la Fraction

Dossier : Afghanistan, Irak, Iran, Somalie... l'islamisme face à l'impérialisme : Ennemis irréductibles ou futurs partenaires.

Articles : En marge du 48^e congrès de la CGT : naissance d'une opposition ? – La Poste : un syndicalisme bien tempéré – Les 35 heures renégociées à Disney : un vol de temps, de salaire et d'emplois – Belgique : l'extrême droite gonfle, la gauche se dégonfle – Brésil : le congrès de Conlutas – Bolivie : une tribune de la LOR-CI (FTOI).

Pour se procurer ce numéro, 1,5 euro, ou s'abonner (1 an : 9 euros ; de soutien : 15 euros) écrire à :
LO, pour la Fraction, BP 233-75865 Paris Cedex 18
ou Les Amis de Convergences, BP 128-75921 Paris Cedex 19
Sur le Net : <http://www.convergencesrevolutionnaires.org>

Mondial

Les vrais vainqueurs de la Coupe du monde

Le Mondial 2006 aura représenté un investissement financier important pour les grandes entreprises. En tête, Orange France a déboursé 4,10 millions d'euros en budget publicitaire, suivi par Renault (3,80 millions), Adidas (2,88 millions), Puma (2,77 millions), SFR (2,54 millions), Toyota (2,45 millions), et L'Oréal (1,92 millions). En France, le prix d'une publicité de 30 secondes sur TF1 pendant la mi-temps est monté à 287 500 euros le soir de la finale France-Italie.

Et si les entreprises acceptent les prix pour la publicité, c'est qu'elles en attendent de belles retombées financières.

Adidas, qui a équipé plusieurs pays qualifiés (dont la France), a réussi son Mondial au-delà de ses espérances. Trois millions de maillots vendus, plus de quinze millions de ballons « officiels », et un million de chaussures. En 1998, 650 000 maillots Adidas des Bleus avaient été vendus avant, pendant, et après la Coupe du Monde ; en 2006, 500 000 maillots étaient déjà écoulés à la veille de la demi-finale France-Portugal. Ce jour-là, la boutique Adidas de la rue de Rivoli, à Paris, a vendu, à elle seule, 700 maillots des Bleus, à 65 euros chacun !

Puma, l'autre grand équipementier sportif de ce Mondial, a certes été moins chanceux en choisissant ses équipes : parmi les 12 pays sponsorisés par Puma,

deux seulement – Italie et Ghana – se sont qualifiés en huitièmes. Néanmoins Puma a fait savoir que ses objectifs de vente dans le football ont été largement dépassés, avec un chiffre d'affaires en hausse de 40 % sur le premier semestre, et une hausse de 6,44 % du cours de son action à la Bourse de Francfort. Sans attendre le résultat de la finale, le PDG de Puma, Jochen Zeitz, estimait sa mission accomplie pour 2006 : « *Nous sommes très satisfaits de la Coupe du Monde, les ventes des produits de football sont excellentes* », a-t-il déclaré. Et, dans la foulée, l'entreprise Puma confiait que sa préoccupation du moment était désormais la Coupe du Monde de 2010, en Afrique du Sud ! Puma a déjà annoncé qu'elle serait sponsor de dix équipes nationales africaines. « *Nous considérons l'Afrique comme un grand marché avec un potentiel croissant. J'y vois d'excellentes opportunités et j'entends bien que notre groupe en profite* », a déclaré son PDG.

Pendant que les gamins rêvaient encore à Zidane, Henry ou Ribéry, les requins du capitalisme, eux, gardaient la tête bien sur les épaules, sans jamais perdre de vue l'objectif de leur Coupe du Monde : les bénéficiaires présents et futurs de leurs actionnaires.

Julie LEMÉE

Comédie humaine et farce politicienne

En 1998, la victoire de l'équipe de France de football avait fait bondir de 15 points la cote de popularité de Chirac, de 10 celle de Jospin, son Premier ministre. Ce souvenir a beaucoup agité le monde des politiciens lors de cette Coupe 2006 et quelques-uns se sont demandé s'il fallait se montrer, où et quand, pour pouvoir bénéficier d'une éventuelle vague de sympathie dans les milieux populaires.

Villepin a inutilement assisté à un France-Suisse bien peu porteur avec son 0-0. Puis Chirac lui a carrément piqué, au dernier moment, sa place dans les tribunes de France-Brazil. La finale étant réservée à son finaud de président, le Premier ministre s'est ensuite longuement interrogé, et une quasi-cellule de crise avec lui, pour savoir s'il était opportun ou non de se montrer à France-Portugal.

Ségolène Royal s'est ensuite réveillée.

Pierre LEMAIRE

Ne souriez pas, des gens comme lui, ça peut être ministre

Ne cherchez pas plus loin les raisons de la victoire de l'équipe d'Italie sur l'équipe de France « *Cette victoire de Berlin* », nous assène un éminent spécialiste italien « *est une victoire de notre identité, d'une équipe qui a aligné des Lombards, des Napolitains, des Vénitiens et des Calabrais et qui a gagné contre une équipe qui a sacrifié sa propre identité en alignant des Noirs, des islamistes et des communistes.* »

L'auteur de cette analyse est un ancien ministre, de droite, cela va sans dire, de Berlusconi. Mais ce fin observateur ne nous précise pas si les communistes qu'il a su démasquer jouaient avec un couteau entre les dents, comme jadis on représentait les bolcheviks dans les caricatures de la droite. Si cela était le cas, nul doute que cela aurait mérité beaucoup de cartons... rouges.

• **Éducation nationale**

Quand les ministres rient... tout seuls

De Robien a annoncé les résultats du baccalauréat à l'écrit, sourire aux lèvres : n'y avait-il pas 73,9 % de reçus du premier coup au baccalauréat général, soit 5,1 % de plus qu'en 2005 ? Et après l'oral le taux de réussite frôle les 87 %.

Face aux grincheux qui comparaient ces résultats à ceux du baccalauréat de 1968 (81 % de reçus), de Robien a même défendu les lycéens : « Ces bons résultats sont dus au savoir », ajoutant, en parlant du mouvement anti-CPE qui l'avait beaucoup moins fait rire au printemps : « Dans la majorité des lycées, le travail s'est poursuivi malgré les troubles, surtout en terminale, et les élèves qui ont participé aux manifestations ont aussi participé massivement aux séances de rattrapage. » Le même de Robien n'avait à l'époque pas de mots assez durs pour reprocher aux milliers de lycéens et d'étudiants, qui ont défilé pendant des semaines pour dire non à la précarité, de bloquer les cours, de prendre les élèves non-grévistes en otage et d'empêcher le déroulement normal des examens.

Oublié tout cela et de Robien voit maintenant la vie – ou plutôt l'Éducation nationale – en rose. D'après lui, elle « fonctionne mieux qu'il y a un an » et il se félicite « d'une maison où des mesures concrètes passent avant les grandes réformes et les grandes révolutions ».

En matière de mesures concrètes justement, l'optimiste de Robien vient d'annoncer que, dans le cadre de la suppression de 15 000 postes de fonction-



De Robien et Villepin avec des nouveaux bacheliers ayant eu « bien » ou « très bien »... dont combien ont manifesté contre le CPE ?

naires annoncée par Villepin, il y en aurait 8 500 à l'Éducation nationale : 3 600 postes de professeurs stagiaires en moins dans les écoles et 1 800 départs à la retraite non remplacés sous prétexte de la baisse des effectifs en collège et lycée. Cela, effectivement, c'est du concret pour les professeurs et les élèves dont les conditions d'enseignement et de cours seront encore plus dégradées, d'autant que cela fait des années que le gouvernement supprime des milliers de postes à l'Éducation nationale. À la rentrée 2005 il y avait eu 6 000 enseignants en moins dans les écoles, collèges et lycées. Quant aux 62 000 emplois-jeunes supprimés depuis 2003, ils n'ont pas été remplacés, malgré les 45 000 « emplois vie scolaire » créés à la rentrée 2005.

Ces coupes claires dans le personnel enseignant ne touchent pas que l'enseignement primaire et secondaire. Ainsi dans les facultés les présidents

d'université ont dénoncé dans une lettre ouverte les promesses non tenues de Chirac. À la suite du mouvement de contestation des chercheurs, celui-ci avait promis en août 2005 six milliards d'euros sur trois ans, 3 000 postes supplémentaires en 2006 et autant en 2007. Mais le projet de budget pour 2007 annonce royalement... 1 500 postes. Goulard, ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, s'essaye à sourire comme de Robien, en déclarant qu'il n'a pas à se plaindre, puisqu'on ne lui demande pas d'appliquer le non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux...

De Robien, Goulard, deux ministres heureux et souriants, pour qui tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. Mais manifestement professeurs, étudiants et lycéens ne vivent pas dans le même.

Cédric DUVAL

• **Jack Lang au Journal du Dimanche**

Les menteurs voudraient qu'on les croie

« Les leviers ne manquent pas pour maîtriser le capitalisme sauvage quand la volonté politique est là », a répondu Jack Lang, socialiste et ancien ministre de Jospin, à un journaliste du *Journal du Dimanche* du 9 juillet, qui lui demandait en substance ce que les socialistes feraient, s'ils revenaient au pouvoir, alors que « les entreprises multinationales ne savent plus quoi faire de leurs profits ».

Les leviers ne manquent peut-être pas, comme a le culot de le reconnaître aujourd'hui Lang, mais il ne faut pas compter sur les socialistes pour s'en saisir contre les capitalistes. Ils ne l'ont pas fait quand ils étaient au gouvernement et en mesure de le faire, et pas seulement d'en

parler. Et ils ne le feront pas plus demain, s'ils revenaient au gouvernement.

Pendant vingt-cinq ans qu'ils ont été au pouvoir, les socialistes n'ont pas levé le petit doigt contre les groupes capitalistes. Pour ne parler que des années les plus récentes, celles du gouvernement Jospin, les socialistes se sont déclarés impuissants en juin 1997 devant la fermeture de Renault Vilvorde, sous prétexte que la part de l'État dans le capital Renault était descendue un peu au-dessous de 50 %. En septembre 1999, tout ce que Jospin trouva à dire face aux milliers de suppressions d'emplois annoncées chez Michelin, qui affichait au même moment un bénéfice

semestriel en hausse de 17 %, fut qu'« il ne faut pas tout attendre de l'État ». Sans parler des licenciements chez Moulinex, LU, Danone, et tant d'autres entreprises, contre lesquels les socialistes au gouvernement n'ont absolument rien fait.

Oui, les leviers ne manqueraient pas à un gouvernement qui voudrait vraiment s'appuyer sur les travailleurs pour mettre au pas les capitalistes, mais ce qui manque aux socialistes, aujourd'hui comme demain et comme hier, c'est la volonté politique d'œuvrer en faveur des salariés, contre les capitalistes.

Lucienne PLAIN

• **Marie-George Buffet**

Une déclaration peu engageante

Dans une longue déclaration, publiée dans *L'Humanité* du 11 juillet, intitulée « à quoi je m'engage », Marie-George Buffet explique, une fois de plus, à quelles conditions elle envisage d'être candidate à la candidature unitaire à la gauche du PS. Elle est « disponible », dit-elle, « pour porter à l'élection présidentielle notre projet commun » (ce « notre » concerne ceux qui, à ses yeux, s'impliquent dans « l'élaboration d'un programme en rupture avec la politique libérale »).

On aurait pu s'attendre à ce qu'elle précise quelles seraient les conditions qui justifieraient le ralliement de la direction du PCF à une candidature du PS. Pas du tout ! Après avoir évoqué en long et en large toutes les raisons de la méfiance des milieux populaires à l'égard d'un remake de l'Union de la gauche (« Beaucoup s'interrogent sur les choix politiques qui devraient être mis en œuvre pour que leur vie change vraiment, car ils n'ont pas oublié les renoncements de la Gauche plurielle, » etc.), la secrétaire du PCF ne donne aucune réponse qui pourrait lever cette méfiance. Et pourtant, on serait en droit d'attendre d'un parti qui se prétend au service du monde du travail autre chose que cette succession de généralités, de vœux pieux, qui constituent l'essentiel de cette déclaration.

N'était-ce pas l'occasion pour le PCF de signifier au PS et à ses multiples candidats, et du même coup à la population laborieuse, ce qu'aurait pu être un véritable programme de gauche, et de rappeler les moyens de l'imposer ?

Au lieu de cela, Marie-George Buffet déclare en préalable « qu'il faut être clair sur le désistement à gauche au second tour pour battre la droite ». Mais n'est-ce pas dire à l'avance que, quel que soit le candidat ou la candidate du PS, quels que soient ou pas ses engagements, le PCF appellera à voter pour lui au second tour, et le cautionner par avance ? N'est-ce pas juste-

ment reproduire ce qui a abouti à ce que la secrétaire du PCF appelle pudiquement « les renoncements de la Gauche plurielle » ?

Marie-George Buffet réaffirme qu'il n'est pas question pour le PCF de participer « à un gouvernement dominé par le social-libéralisme ». La suite nous dira ce qu'il en sera. Même si le PCF refusait de participer à un gouvernement, cela ne changerait pas grand-chose à la situation. Car il ne dit pas s'il le soutiendrait sans participation, ce qui s'est déjà vu, ou s'il irait jusqu'à combattre la politique de ce gouvernement au cas, loin d'être improbable, où celui-ci prendrait des mesures antipopulaires.

Mais il n'est pas tout à fait exact de dire que Marie-George Buffet n'exprime aucune exigence à l'égard du PS. Elle demande que son ralliement unilatéral pour la présidentielle ait une contrepartie aux élections législatives. Il ne faut pas, dit-elle, « dissocier l'élection présidentielle des élections législatives qui les suivront de peu » car, poursuit-elle, « c'est par les élections législatives et l'élection d'une majorité que sera décidée la politique à mener » après 2007. Comme si sa capitulation devant le PS à la présidentielle pouvait être corrigée par le scrutin suivant, les législatives ? Voilà donc, noir sur blanc, à quoi se limitent les exigences du PCF : nous soutenons le candidat de « gauche » (du PS) au second tour de la présidentielle et vous nous renvoyez l'ascenseur aux élections législatives. Tout cela se réduit donc à un marchandage électoral qui, quel que soit le cas de figure, aboutira à ce que les dirigeants du PCF servent de caution au PS. À la présidentielle d'abord, aux élections législatives ensuite.

En fait, et malgré le titre prometteur de sa déclaration, Marie-George Buffet propose de recommencer ce qui a abouti au « renoncement de la gauche parlementaire ». Mais comme elle le rappelle elle-même, « beaucoup n'ont pas oublié ».

Jean-Pierre VIAL

• Gaza

L'offensive d'Israël continue

L'opération « Pluies d'été » lancée par le gouvernement israélien depuis le 28 juin, sous prétexte de récupérer le soldat Shalit enlevé le 25 juin par un commando palestinien, n'en finit plus de se traduire par des bilans consternants.

Après quinze jours d'offensive, cinquante-huit Palestiniens ont été tués à la suite des raids aériens, des incursions de blindés ou des tirs dits ciblés. La population est quasiment assiégée, privée d'électricité la plus grande partie de la journée à la suite de la

destruction de la principale centrale électrique de la bande de Gaza, et manque d'eau et de nourriture. De nombreuses habitations et infrastructures ont été endommagées par les bulldozers israéliens, à la recherche de tunnels ou d'explosifs.

L'état de santé des 1,4 million d'habitants se dégrade de façon inquiétante, au point que des organismes humanitaires de l'ONU et l'Organisation Mondiale de la Santé lancent des alertes concernant l'état des établissements hospitaliers. Les stocks de sucre et de produits laitiers,

normalement importés d'Israël, fondent rapidement tandis que les usines agro-alimentaires et les minoteries réduisent leur production faute de courant. Les produits de base, tels que le lait en poudre, le sucre et la farine, atteindraient à présent des prix que de nombreuses familles ne peuvent plus payer.

Le Premier ministre israélien campe sur ses positions et rejette jusqu'à présent les propositions palestiniennes successives sur un échange de prisonniers, affirmant exclure toute négociation avec le Hamas qu'il qualifie

« d'organisation sanguinaire ». Sous le prétexte d'empêcher les tirs de roquettes, Ehoud Olmert et le ministre travailliste de la Défense, Amir Peretz, ont autorisé l'armée à pénétrer dans de nouveaux secteurs de la bande de Gaza, jusqu'à présent épargnés, et à y concentrer blindés et unités d'infanterie. Les raids aériens meurtriers sont censés continuer, s'intensifier même, et cela sans limite de durée selon les déclarations d'Olmert. Malgré une opinion israélienne peu favorable, ainsi que l'ont montré des sondages, le gouvernement

israélien a choisi d'affirmer sa supériorité militaire. Son seul dialogue passe par les bombardements, les chars, les fusillades continues, avec toute une population prise en otage. Ces morts et ces destructions insensées qui s'ajoutent chaque jour les unes aux autres ne peuvent que renforcer encore, comme s'il en était besoin, le désespoir de tous les Palestiniens, et se refermer comme un piège sans issue sur toute la population d'Israël.

Viviane LAFONT

• Irak

Le chaos dont l'impérialisme est responsable

Le 9 juillet à Bagdad, des milices qui appartiendraient à « l'Armée du Mahdi », la milice de l'intégriste Moqtada Al-Sadr, ont assassiné quarante-deux civils dont des femmes et des enfants, simplement parce qu'ils appartenaient à la communauté sunnite. Le lendemain, lundi 10 juillet, huit personnes étaient tuées et vingt-huit blessées dans trois explosions à la voiture piégée à Sadr-City, le quartier chiite de Bagdad dans lequel les milices de Moqtada Al-Sadr ont une influence.

Les explosions de violence, les exactions de toute sorte surviennent quasiment quotidiennement depuis des mois, et en particulier depuis l'attentat du 22

février contre le sanctuaire chiite d'Ashariyah à Samarra.

Il ne s'agit pourtant pas de conflits religieux, contrairement à ce que bien des commentateurs occidentaux ont répété ces derniers mois. Ces factions intégristes chiites ou sunnites s'affrontent pour le pouvoir. Elles cherchent par conséquent à creuser un fossé de sang entre les communautés à coups d'attentats, d'assassinats, pour que la population se range derrière chacune d'elles. Leur objectif est avant tout de parvenir au pouvoir et d'imposer leur dictature.

Mais l'impérialisme est sur le fond le véritable responsable de cette situation catastrophique pour la population irakienne.

La guerre, puis les trois années d'occupation ont laissé, en plus d'une grande misère, un vide politique énorme, vide que les institutions prétendument démocratiques mises en place par Washington et Londres n'ont pas comblé. Elles sont, depuis des mois, totalement impuissantes à faire revenir un semblant de calme dans le pays. Elles ont décrété plusieurs fois le couvre-feu, menacé de prison toute personne qui porterait des armes en public, mais sans aucun résultat. De fait, depuis des mois, c'est le chaos, un chaos sanglant.

La violence des agissements des armées impérialistes, américaine ou anglaise en particulier, ont poussé par ailleurs bien des

jeunes, et des moins jeunes, dans les bras des milices intégristes. La liste des bains de sang, comme celui du siège de Fallujah en novembre 2004, est longue. Il y a eu également les révélations sur les sévices infligés par les forces américaines et britanniques aux milliers de prisonniers qu'elles détiennent à Abu Ghraib ou ailleurs. Tout dernièrement, la nouvelle que quatre soldats américains avaient violé une jeune irakienne avant de la tuer, elle et les trois membres de sa famille, a soulevé l'indignation en Irak, comme aux États-Unis. Ces soldats sont certes inculpés. Mais combien d'autres exactions ont été commises sans que cela vienne sur la place publique !

Tous ces faits, toute cette violence ne peuvent que faire grandir la haine contre l'occupant impérialiste.

Bush justifiait l'intervention américaine, puis l'occupation, par la nécessité d'apporter aux populations la démocratie, la liberté. On voit ce qu'il en est aujourd'hui ! La population irakienne est prise en tenaille entre les bombardements des forces d'occupation d'un côté, les exactions commises par les milices armées et les vagues d'attentats terroristes de l'autre. Le chaos et la misère, voilà ce que l'impérialisme a apporté à l'Irak.

Aline RETESSE

• Maroc

Manifestations contre les violences policières

Lors d'un sit-in organisé à Rabat le 29 juin dans le secteur du Parlement par des militants syndicalistes de l'Union Marocaine du Travail et concernant les employés des collectivités locales, une violente répression policière s'est abattue sur les quelque 6 000 manifestants, entraînant le décès d'un militant de 34 ans, Mustapha Laaraj, et l'hospitalisation de nombreux participants. Par ailleurs, lors d'autres manifestations de protestation, deux autres travailleurs, Adil Ziati et Abdelghafour Haddad, sont décédés suite à leurs blessures. Des dizaines d'arrestations ont évidemment eu lieu à chaque fois.

Plusieurs organisations politiques et syndicales ont appelé à une manifestation le 6 juillet, devant le Parlement de Rabat, pour un nouveau sit-in destiné à protester contre la violence de la répression policière du 29 juin,

mais aussi contre une recrudescence de la répression visant aussi bien des mouvements sociaux que de simples citoyens. Les sept cents participants ont à leur tour été brutalement encerclés et réprimés sur ordre des autorités. Plusieurs blessés graves ont dû être hospitalisés.

Cette répression inacceptable ne décourage visiblement pas les militants qui se battent pour avoir au moins le droit d'exprimer publiquement leurs revendications démocratiques et ouvrières, largement bafouées par les pouvoirs publics et par un patronat qui se sent tout permis.

Dans le secteur des collectivités locales, des grèves et manifestations sont prévues au cours du



mois de juillet, en particulier pour protester contre l'aggravation des conditions de travail et de salaire, surtout dans les agglomérations de Casablanca, Rabat et Fès, exiger le rétablissement d'une prime importante, purement et simplement supprimée unilatéralement. Ces grèves et manifestations auront également pour objectif de dénoncer l'attitude des forces de répression et de ceux qui les paient.

Viviane LAFONT

• Science économique

Si le pétrole augmente, c'est parce qu'il est plus cher... (et inversement)

En ce début du mois de juillet, le baril de pétrole vaut autour de 75 dollars, soit 23 % d'augmentation en un an. Le sans-plomb 95 vaut lui aux alentours de 1,3 euro à la pompe.

Devant cette hausse continue du prix des carburants, journalistes et spécialistes en économie ont à cœur de fournir des explications au public. Vous payez, d'accord, mais vous avez le droit de savoir pourquoi ! La hausse proviendrait donc de l'accumulation de plusieurs facteurs. La croissance mondiale est « soutenue » (mais les installations ne fonctionnent pas à plein...). C'est la saison des départs en vacances aux États Unis (saison qui revient tous

les ans...). Ca va être la saison des ouragans (idem...). Et puis il y a les « périls géopolitiques » : l'Iran veut s'équiper en centrales nucléaires et la Corée du Nord tire des pétards mouillés. Il ne manque plus que la victoire de l'Italie en Coupe du Monde, la disparition des baleines bleues et le retour de Jospin en politique pour expliquer la hausse du prix du pétrole.

Quant à l'augmentation des bénéfices des sociétés pétrolières, les firmes les plus riches et les plus profitables du monde, et à leur volonté de les augmenter encore, cela n'a bien entendu rien à voir avec cette hausse continue.

Paul GALOIS

• **Drôle de coupes en Italie**

Après le Mondial, les surprises du gouvernement Prodi

Lundi 10 juillet, lendemain de finale du Mondial, alors que des supporters descendaient dans les rues aux cris de « On a gagné », le gouvernement Prodi, qui bénéficie de l'appui de toute la gauche officielle, allant du centre gauche à Rifondazione Comunista, l'un des restes de l'ancien Parti Communiste italien, a donné un arrière-goût amer à cette « victoire ».

42 milliards d'euros de coupes dans le budget du pays, prélevés au premier chef sur la santé, les retraites, les budgets à caractère social, l'administration et les collectivités locales. C'est toute la population qui va subir le contre-coup de ces réductions budgétaires qui ressemblent fort à une purge et à un plan d'austérité tels que la droite en administre. Toute la population à l'exception des patrons, car il ne s'agit pas d'arrêter les aides en direction des grandes entreprises. Le ministre de l'Économie a d'ailleurs fixé le cap pour que chacun comprenne : « Nous allons creuser la logique des deux temps, austérité d'abord (pour la grande masse de la population), puis croissance (ce qui veut dire



milliards distribués aux patrons). En cela notre document est ambitieux. » Certes, on aurait aussi pu dire de façon plus triviale : « gonflé », car ce n'est certainement pas pour se faire mettre au pain sec et pour voir offrir des milliards aux patrons que les classes populaires ont voté il y a seulement quelques semaines.

Mais Romano Prodi, le Premier ministre, n'est pas inquiet, il est certain que les sacrifices seront acceptés : « Les Italiens comprendront », a-t-il tenu à déclarer.

Peut-être que cette « assurance » de Prodi est confortée par la réaction du grand syndi-

cat italien, la CGIL. Car s'il y a eu quelques murmures chez certains membres de la coalition de gauche, le leader de la CGIL, Guglielmo Epifani, s'est empressé d'apporter son appui à Prodi en déclarant qu'il cautionnait la démarche du ministre de l'Économie : « La voie est étroite et les problèmes seront nombreux. Mais nous sommes disposés à la parcourir. »

Il n'y a qu'à espérer que les travailleurs et les couches populaires d'Italie adressent un vrai carton rouge social à tous ces gens coalisés contre eux.

Paul SOREL

• **USA - Corée du Nord**

La loi du plus fort

La Corée du Nord a procédé le 5 juillet aux tirs d'essais de six missiles balistiques en mer du Japon et on se croirait à la veille d'une guerre. Pour Bush, ces tirs représentent « un défi au monde », l'ONU se réunit pour envisager des sanctions. Le Japon s'estime directement menacé et annonce qu'il se réserve le droit, en dépit de sa Constitution pacifiste, d'attaquer la Corée du Nord. Tous les alliés des USA – dont la France en la personne de la ministre de la Défense Alliot-Marie – condamnent les tirs et mettent la Corée du Nord au ban de ce qu'ils appellent la communauté internationale.

Et pourtant – les dirigeants américains le reconnaissent eux-mêmes – la menace militaire coréenne est inexistante, pour ne pas dire dérisoire. Ces six missiles sont des versions à peine améliorées des vieux missiles Scud soviétiques tout juste capables d'atteindre l'Alaska ou les îles Hawaï. Si même ils les atteignent, car l'un d'eux a explosé en vol après 40 secondes...

En fait, cette « crise » représente une nouvelle étape dans la confrontation entre les USA et la Corée du Nord au sujet de la « bombe nucléaire nord-coréenne ». En 2003, la Corée du Nord avait annoncé son retrait du traité de non-prolifération nucléaire, qui accorde aux grandes puissances – et à elles seules – le droit de disposer de la « bombe ». Le pays s'était alors attiré les foudres de Bush qui, moins d'un an avant, l'avait classé, avec l'Iran et l'Irak, dans la liste des États voyous qui constituaient un « axe du mal » pour reprendre la phraséologie religieuse à la mode à Washington depuis l'élection de Bush.

La Corée du Nord est certes une dictature, et un pays dans lequel la plus grande partie de la population vit dans la misère. Mais rendre le seul régime nord-coréen responsable de ces difficultés, comme le font les medias occidentaux, c'est oublier les responsabilités de l'embargo américain. Et c'est cette Corée du Nord, qui arrive à peine à nourrir sa population ou à lui fournir de l'électricité,

que Bush fait passer pour une menace nucléaire pour le reste de la planète !

En fait, le problème de l'impérialisme américain n'est pas tant la menace militaire que représenterait la Corée du Nord, que de faire savoir à tous les pays soupçonnés de velléités d'indépendance à leur égard que les USA sont les gendarmes du monde, qu'ils entendent bien le rester et qu'ils en ont les moyens. Leur problème est aussi de justifier auprès de la population américaine les 50 milliards de dollars (pour tant une goutte d'eau dans le colossal budget militaire US) dépensés pour les 100 000 GI stationnés au Japon et en Corée du Sud, soi-disant pour contrer une menace importante dans la région. La Chine du « miracle économique » ne pouvant plus jouer ce rôle d'épouvantail, ce rôle revient donc à la Corée du Nord pour le grand plus grand profit des industriels de l'armement et pour le plus grand malheur de la population nord-coréenne.

Cédric DUVAL

• **Allemagne**

Guerre au chômage ou aux chômeurs ?

De nouvelles attaques contre les chômeurs entrent en vigueur en Allemagne cet été. Hartz IV ne suffit plus. Hartz IV, c'est cette « réforme » de l'assurance-chômage décidée par le gouvernement social-démocrate de Gerhard Schröder qui avait suscité pendant l'été 2004 de nombreuses protestations (les « manifestations du lundi »), surtout dans la partie est du pays, où le chômage atteint des taux dramatiques.

Entrée en vigueur à partir de début 2005, elle avait consisté à réduire la durée d'indemnisation des chômeurs à 12 mois (18 mois pour les plus de 55 ans). Au-delà de cette période, l'allocation-chômage a été réduite au niveau du revenu d'aide sociale. La prestation versée aux chômeurs de longue durée (appelée ALG II) qui se montait à environ 650 euros auparavant, a été réduite à 345 euros à l'Ouest et 331 à l'Est. En outre les conditions d'attribution étaient aggravées. Les chômeurs entrant dans ce régime doivent faire une déclaration complète de patrimoine (valeur de la voiture, du logement occupé, de l'épargne des enfants, etc.). Et si le patrimoine est considéré comme « trop élevé », l'allocation est diminuée d'autant. Ou alors il faut vendre sa voiture. Ou déménager.

Aujourd'hui le gouvernement trouve que tout cela coûte encore trop cher. Mais ce sont bien sûr les chômeurs qui sont montrés du doigt et certains sont accusés « d'abuser » en touchant des allocations auxquelles ils n'auraient pas droit. En réalité, le gouvernement a tout simplement décidé d'économiser 1,5 milliard d'euros par an sur le dos des chômeurs.

Pour y arriver, il a prévu des contrôles et des sanctions renforcés. Celui qui a un travail et vit depuis plus d'un an dans le même appartement qu'un allocataire de l'ALG II doit le prendre en charge. C'est au premier de prouver qu'il n'a pas de relation intime avec le second ! D'ailleurs l'Agence pour l'emploi va avoir des moyens renforcés pour faire des contrôles au domicile des chômeurs. L'utilisation d'un gobelet commun pour les brosses à dents pourra ainsi devenir l'indice d'une fraude !

En outre, les chômeurs de longue durée ne pourront désormais plus refuser un emploi. Au premier refus, l'allocation sera fortement réduite et au troisième refus elle pourra être totalement

supprimée. Même si les travaux proposés sont dangereux ou les conditions de travail dégradantes. Des chômeurs ont ainsi été envoyés sans information sérieuse sur l'île de Rugen, dans la mer du Nord, ramasser des oiseaux morts de la grippe aviaire.

Pour faire passer la pilule, l'allocation pour les chômeurs de l'Est va augmenter de 14 euros pour être portée au niveau de celle de l'Ouest qui, de son côté, reste bloquée.

Toutes ces mesures ont en fait pour but de contraindre les chômeurs à accepter n'importe quel emploi sous-payé. En particulier les « jobs à 1 euro » qui leur sont proposés pour compléter leurs maigres allocations. Ces « petits boulots », qui peuvent aller aujourd'hui jusqu'à 30 heures par semaine, sans contrat de travail, sans maintien du salaire en cas de maladie, fournissent surtout une main-d'œuvre très bon marché aux employeurs. Réservés au départ aux services publics et aux associations, on en trouve aujourd'hui partout. À Hambourg, un bureau de poste fonctionne entièrement avec des emplois à 1 euro. À Bonn et à Essen, il y en a déjà parmi les contrôleurs des transports en commun. Partout cela permet en réalité de remplacer des emplois à plein temps payés normalement par des emplois à temps partiel particulièrement mal payés. Et bien des patrons de PME ont trouvé des combines pour avoir accès à ces emplois.

Voilà comment l'offensive contre les chômeurs qui avait été mise en place par un gouvernement de gauche est aujourd'hui poursuivie par la droite et la gauche réunies, qui gouvernent ensemble pour le plus grand profit du patronat.

Henri MARNIER

Contre les expulsions, la mobilisation doit se poursuivre !

Pour la première fois depuis la fin de l'année scolaire, un jeune lycéen sans papiers de 19 ans, Abdallah Boujraf, a été expulsé vers le Maroc vendredi 7 juillet. On voit ce que valent les assurances du prétendu « médiateur » nommé par Sarkozy, Arno Klarsfeld, qui avait déclaré qu'il n'y aurait aucune expulsion avant le 13 août....

Pour justifier cette expulsion d'un lycéen inscrit en BEP dans un établissement du 19^e arrondissement de Paris, présent en France depuis l'âge de 14 ans, et dont le père y séjourne tout à fait régulièrement depuis 1964, la préfecture de police de Paris a prétendu que le jeune homme s'en était pris à un SDF, ce qu'il nie. Elle a ajouté qu'il n'entrait pas dans les critères de régularisation définis par la circulaire Sarkozy du 13 juin puisque celle-ci ne concernait que les jeunes arrivés en France avant l'âge de 13 ans !

Rappelons que cette circulaire visait d'abord à donner instruction aux préfets de reprendre les procédures d'expulsion des familles de sans-papiers ayant des enfants scolarisés. En effet, depuis octobre 2005, à la suite de plusieurs mobilisations, ces procédures avaient été suspendues jusqu'à la fin de l'année scolaire. Mais avec l'approche de cette échéance, de nombreux enseignants, des parents d'élèves dans des écoles où se trouvaient des enfants risquant l'expulsion ou des voisins de ces familles se sont mobilisés pour s'opposer à ces expulsions.

Devant ces mouvements de solidarité, tout en annonçant la reprise des expulsions à la fin du mois de juin, Sarkozy avait dû accepter d'envisager, à titre exceptionnel, la régularisation de certaines de ces familles, suivant des critères définis dans cette même circulaire datant du 13 juin.

Certains de ces critères sont précis (deux ans de résidence en France pour l'un des parents, scolarisation d'un des enfants depuis septembre 2005, enfant né en France ou arrivé avant l'âge de 13 ans), d'autres le sont nettement moins, comme « l'absence de liens de l'enfant avec son pays d'origine »... Permettant des interprétations très diverses et plus ou moins restrictives suivant les préfectures.

Mais ces possibilités, aussi limitées soient-elles, ont suscité un espoir parmi des milliers de sans-papiers, qui se pressent aujourd'hui devant les préfec-



Manifestation de l'école Pivert (Paris 11^e) en juin 2006.

tures et les centres de réception des étrangers pour déposer un dossier avant la date butoir du 13 août.

Après que le directeur de la police générale de la préfecture de police de Paris, Yannick Blanc, eut déclaré, dans une interview au *Monde*, que ses services allaient « régulariser plusieurs milliers de familles », Sarkozy, soucieux de complaire à l'électorat d'extrême droite, a tenu à réaffirmer qu'il n'y aurait pas de régularisation massive, que seules quelques centaines de familles seraient concernées.

Après l'expulsion du jeune Abdallah Boujraf, le Réseau éducation sans frontières (RESF) a dénoncé le début d'une « chasse aux jeunes majeurs », citant le cas d'une autre lycéenne de 19 ans, d'origine malienne, retenue au centre de rétention de Strasbourg.

En réalité, le sort des sans-papiers ne dépend pas de critères fixés plus ou moins par une circulaire. Seule la poursuite de la mobilisation, celle des sans-papiers eux-mêmes comme celle de tous ceux qu'écoeure la politique en ce domaine des Chirac, Villepin, Sarkozy et autres Douste-Blazy, pourra empêcher les expulsions que Sarkozy entend organiser d'ici à la fin de l'été et faire reculer le gouvernement en l'obligeant à régulariser tous les sans-papiers qui en ont fait la demande.

Marc RÉMY

• Paris

Du « cas par cas » à une régularisation globale

Depuis la circulaire du 13 juin du ministre de l'Intérieur, de nombreuses familles se rendent dans les centres de réception pour étrangers (CRE) pour obtenir des rendez-vous. Toutes espèrent un réexamen posi-

lité du demandeur, les comités de soutien à l'appel du Réseau éducation sans frontières (RESF) ont décidé de déposer collectivement les dossiers de demandes de réexamen de titre de séjour.

jusqu'à la convocation.

Arrivés devant la préfecture, des membres de comités de soutien ont été autorisés à entrer pour faire le dépôt collectif des dossiers dont chaque comité avait la responsabilité. Cent quinze dossiers ont été déposés pour le 11^e arrondissement parmi environ un millier d'autres.

Nous étions tous contents de cette réussite et espérons renouveler l'essai prochainement.

Lors des premiers entretiens dans le cadre de la circulaire, les 4 et 5 juillet, les familles ont été nombreuses à obtenir leur titre de séjour, d'autant plus que nous étions plusieurs centaines devant les fenêtres de la salle Asie dans laquelle ces entretiens ont lieu. Nous restons prudents et mobilisés pour plusieurs raisons : la préfecture, pour l'instant, refuse de régulariser lorsqu'un des deux membres du couple a déjà des papiers, sous prétexte qu'elle n'a pas de consigne dans ce cas ! Un nouveau rendez-vous de dépôt collectif se prépare.

Entre ces actions, nous sommes mobilisés et prêts à tout moment à nous opposer aux expulsions dont nous serions au courant grâce au numéro vert d'urgence mis en place par RESF, le 08 20 20 70 70, à appeler en cas d'expulsion, et aux réseaux de nouveaux militants locaux.

tif de leur demande de titre de séjour et veulent refuser l'aide au retour proposée.

Parents surtout, mais aussi personnels des écoles et voisins de quartier accompagnent les immigrés dans le cadre de ces demandes de rendez-vous. Devant la difficulté du cas par cas et fatigués d'être baladés par la préfecture entre le 17^e, le 14^e ou la rue des Morillons selon le lieu de résidence ou la nationa-

Ainsi, le mercredi 5 juillet, nous avons été plusieurs centaines à venir au rendez-vous de RESF devant l'Hôtel de Ville de Paris à 9 heures avec les familles que nous défendons. Des élus de gauche nous y attendaient. Chaque comité de soutien a préparé des reçus afin que les familles aient un récépissé de dépôt de demande d'un titre de séjour qui les protège légalement contre une expulsion

• Limoges

Des sans-papiers dans leur deuxième semaine de grève de la faim

Depuis le 3 juillet, soixante-huit sans-papiers dont cinq femmes sont en grève de la faim dans un ancien bureau de police de Limoges qui leur a été prêté par la municipalité. Depuis presque deux ans qu'il existe, le collectif des sans-papiers de Limoges a multiplié les manifestations, les initiatives en direction de la population (notamment une revue éditée par des bénévoles), les interventions auprès des élus, des pouvoirs publics et surtout de la préfecture.

Celle-ci, sans jamais vouloir les recevoir (« pas de clandestins dans nos murs »), avait tout d'abord obligé les sans-papiers à déposer leurs 250 dossiers au compte-gouttes, trente tous les quinze jours, pour finalement régulariser qu'une soixantaine de familles. Puis, à partir de mai, ça a été la chasse aux

sans papiers hypocritement convoqués « au sujet de leur régularisation », arrêtés, mis en rétention au commissariat ou dans un « Etap Hôtel ». Certains ont été expulsés. Des manifestations et rassemblements regroupant parfois plus de deux cents personnes ont eu lieu et des sans papiers ont été libérés sans toutefois être régularisés.

Ils ont eu en plus à subir le mépris et les insultes du député UMP et juge antiterroriste bien connu Alain Marsaud qui a déclaré publiquement que depuis que la Maison des droits de l'homme abritait leur collectif, Limoges était devenu un repaire de « malfaisants ».

Aujourd'hui, beaucoup sont profondément désespérés, surtout les célibataires qui n'ont aucun espoir de rentrer dans les critères de Sarkozy et de son

compère l'avocat Klarsfeld. Ils estiment qu'ils n'ont rien à perdre et, malgré les réticences des partis et associations qui les soutiennent, soixante-huit ont donc entamé une grève de la faim dans des conditions difficiles car certains d'entre eux, mal nourris, fatigués, n'étaient déjà pas dans de bonnes conditions physiques. Au bout d'une semaine, plusieurs ont dû être acheminés aux urgences, mais une fois soignés, ils continuent leur grève car, disent-ils, plutôt mourir ici que retourner dans l'enfer de leurs pays d'origine.

Des médecins et infirmières des hôpitaux de Limoges se sont mobilisés pour leur apporter des soins et deux fois par semaine, les mardi et vendredi, des manifestations sont organisées à partir de leur local, manifestations dont Lutte Ouvrière est évidemment solidaire.

Quand l'industrie pharmaceutique pleure la bouche pleine

À en croire le président du syndicat patronal de l'industrie pharmaceutique, cette industrie ne serait plus ce qu'elle était. Elle entrerait dans un « cycle de régression » et son taux de croissance frôlerait la « chute historique ».

Les ventes de médicaments en France, dans les pharmacies et à l'hôpital, ont atteint plus de 25 milliards d'euros. Le chiffre d'affaires a pratiquement doublé dans les dix dernières années. Pour la seule année 2005, il a progressé de près de 5 %... Oui mais, pour les six premiers mois de l'année 2006,

la progression n'a été que de 1 %... Et le représentant des patrons de l'industrie pharmaceutique de se lamenter sur la régression que risqueraient de subir les Sanofi-Aventis, Pfizer, Novartis et autres laboratoires dont les taux de profit sont pourtant parmi les plus élevés, et de menacer, à mots couverts, d'être contraint de diminuer les budgets de recherche et, bien sûr, les emplois.

C'est que l'heure est à la préparation des budgets et notamment à la discussion du plan de financement de la Sécurité sociale. Alors, par la voix de leur

représentant, les industriels de la pharmacie s'adressent au gouvernement : « *Tous les ans à partir de juillet, on se demande ce qui va nous arriver* » et de prier les pouvoirs publics « *de ne rien ajouter* ».

D'année en année, les plans mis en place par les gouvernements successifs pour prétendument combler le trou de la Sécurité sociale se sont traduits par la diminution du taux de remboursement de centaines de médicaments et par le total déremboursement de centaines d'autres. C'est au point que pour ceux qui ne bénéficient

pas de mutuelles complémentaires, il devient de plus en plus difficile de se soigner, voire impossible, faute de pouvoir sortir de sa poche la partie non remboursée des soins.

L'industrie pharmaceutique, elle, n'a pas vu son chiffre d'affaires baisser. Tout juste son taux de croissance risque-t-il de ne plus progresser aussi rapidement qu'avant. N'empêche, elle se lamente, menace, et a toutes les chances d'être entendue par ces pouvoirs publics bien plus soucieux de ses profits que de la santé publique.

Sophie GARGAN

L'État au secours des marchands d'armes

Les gouvernements français successifs se flattaient de la compétitivité et des bons résultats de l'industrie d'armement française qui détenait 15 % des parts de marché dans ce secteur au début des années 1990.

Mais la concurrence est rude et les ventes des industriels français n'ont cessé de reculer. Elles représentent actuellement un peu moins de 10 % des ventes et le premier client des marchands de canons reste l'État français.

Un rapport a donc été diligemment par le Premier ministre. Il propose la mise en place d'un nouveau comité inter-ministériel chargé de coordonner l'assistance de l'État à cette industrie et préconise d'assouplir tous les contrôles et les autorisations administratifs qui réglementent l'exportation d'armes.

Par exemple, nul besoin désormais d'agrément préalable pour vendre des armes à l'étranger ; une simple déclaration d'intention suffirait, à laquelle les pouvoirs publics devraient répondre en moins de trente jours, toute absence de réponse

étant comprise comme un accord. D'autre part, « *une véritable direction de soutien aux exportations d'armements* », devrait être mise en place, dotée de compétences financières : en clair, être apte à assister financièrement les industriels de l'armement.

Les industriels de l'armement considèrent les fonds publics comme un dû, habitués qu'ils sont à vivre en pre-

mier lieu des commandes de l'État dont le chef joue en outre à chaque déplacement présidentiel les représentants de commerce en leur faveur. Les ventes vers des pays du Tiers Monde, essentiellement les anciennes colonies françaises d'Afrique, sont aussi dues aux générosités de l'État français : elles ne sont que le retour des aides octroyées à cette fin par le gouvernement

français aux gouvernements de ces pays.

Pour le plus grand profit de quelques industriels et actionnaires, le gouvernement entend poursuivre les subventions à fonds perdus d'une industrie au mieux inutile, ou pire, franchement nuisible, au détriment d'activités nécessaires à tous.

Alain VALLER

La caravane publicitaire du 14 juillet

Le défilé du 14 juillet n'est pas fait uniquement pour ouvrir l'appétit des invités à la garden-party de l'Élysée et aérer les uniformes des anciens et actuels combattants. Il est aussi l'occasion de présenter à d'éventuels acheteurs les merveilles de l'industrie française d'armement. Ainsi, les avions Dassault et les hélicoptères EADS survolent Paris pendant que les engins blindés motorisés de GIAT industries roulent à pas et que les fusils étincellent.

Depuis trois ans, les chars Leclerc n'étaient plus de la fête, car leurs 55 tonnes montées sur chenilles arrachent le macadam parisien... et le ministère de la Défense refuse de payer la réfection de la voirie. Mais, foin des problèmes d'intendance, le char ne se vend pas et il a besoin d'un petit coup de pouce. Donc, il défilera. Qu'est-ce qu'un peu de goudron à côté de la grandeur de la France, mère des armes, des lois et des marchands de canons ?

P. G.



• Procès des HLM de Paris

La farce judiciaire

Tout fut une farce dans ce procès dont le verdict vient d'être rendu. L'instruction d'abord : elle a duré douze ans. Douze années occupées à dissimuler les responsabilités des politiciens, celles de Chirac, ex-maire de la capitale au moment des faits, en premier lieu.

Le juge Halphen, qui osa faire citer Chirac à comparaître comme témoin, n'y parvint pas, et fut dessaisi du dossier au profit de magistrats plus

souples.

Ces douze années volontairement perdues servent maintenant d'argument au président du tribunal qui met en avant « *l'ancienneté des faits* » pour justifier « *l'application modérée de la loi pénale* » !

Les condamnations sont en effet ridiculement faibles : aucun homme politique impliqué dans cette affaire, Chirac, Tiberi, Pasqua, etc. n'est accusé de quoi que ce soit. Il s'agissait pourtant d'une

escroquerie visant – via de fausses factures à l'office des HLM de Paris – à renflouer les caisses du RPR (l'un des avatars précédant l'actuelle UMP).

Les condamnés sont d'extrême dirigeants de l'OPAC (l'office des HLM) et des entrepreneurs du BTP qui ont passé des marchés fictifs avec les HLM. Et ils sont condamnés à quoi ? Uniquement à des peines de prison avec sursis, et à des amendes, dont la plus importante est de

60 000 euros.

À signaler que l'escroquerie porte sur 7,6 à 9 millions d'euros.

Ceux-là sont envolés. Ils ont été payés par l'OPAC, c'est-à-dire sans doute par les locataires des HLM ou par les Parisiens sous forme d'impôts locaux.

Mais les entreprises concernées du BTP ont fait, elles, de bonnes affaires !

André VICTOR

• Assurance-chômage

Avec 2 %, on est loin du compte

Avec seulement 2 % d'augmentation des allocations chômage au 1^{er} juillet, l'Unedic a donc décidé qu'il n'y aurait pas de coup de pouce pour les demandeurs d'emploi indemnisés par les Assedic, car cette augmentation compense, selon elle, l'inflation de l'année.

Les chiffres officiels de l'INSEE qui définissent la hausse des prix reflètent bien mal les augmentations réelles des prix que doit supporter toute la population laborieuse : augmentation des loyers, de l'essence, du fioul domestique, du gaz, des transports en commun, des produits frais, de l'eau, des médicaments non remboursés, etc.

Et puis, si les dirigeants de l'Unedic ont le culot de dire que l'augmentation de 2 % couvre l'inflation, ils oublient de dire que, l'an dernier, ils avaient prétexté un déficit de l'Unedic pour ne pas augmenter du tout les indemnités chômage. C'est dire que les chômeurs de longue durée ont vu leur pouvoir d'achat nettement réduit.

Pourtant, cette année, l'Unedic prévoit un solde de ses caisses de 245 millions d'euros. Mais pour le patronat, qui dispose de la moitié des sièges du conseil d'administration de l'Unedic, pas question d'augmenter plus les indemnités chômage, pas même au niveau de la maigre augmentation du smic, de 3,05 %, car selon eux, il faut réduire le déficit cumulé de l'Unedic qui représenterait encore 13,15 milliards.

Il faut un sacré culot au patronat pour faire peser sur les épaules des chômeurs la diminution du déficit de l'Unedic, en réduisant encore plus leur niveau de vie, alors que ce sont les patrons eux-mêmes qui sont responsables de ce déficit en licenciant à tout va.

Vincent POUPARD

• Yoplait et Candia licencient

Comment un géant de l'agro-alimentaire améliore son taux de profit

C'est par la presse que les 225 salariés de l'usine Yoplait de Ressons-sur-Matz, dans l'Oise, ont appris que la direction de ce trust français avait décidé de rayer de la carte leur usine en décidant de la fermer du jour au lendemain. Yoplait, c'est un des géants de l'agro-alimentaire, numéro 2 mondial de ce qu'on appelle les produits « ultra-frais » (yaourts et produits laitiers), qui se targue de commercialiser 15 000 produits différents et qui a un chiffre d'affaires mondial avoisinant les 3 milliards d'euros, en constante progression.

L'entreprise à la « petite fleur » a une santé florissante et des profits qui vont de pair. Il n'empêche que la direction de

cette multinationale a froidement annoncé qu'elle avait décidé de fermer son usine de Ressons pour « économiser des investissements qui auraient été nécessaires pour assumer nos besoins de production », et parce que « cette fermeture nous permettra ainsi de répartir la production de l'usine sur les quatre autres usines que nous possédons en France ». Ainsi, avec le cynisme le plus total, la direction de ce géant milliardaire annonce qu'en fermant son usine et en jetant des centaines de salariés à la rue elle pourra faire réaliser la production sans la moindre embauche, par les salariés des autres usines à qui on demandera de travailler 25 % de plus pour le même

salaire, ce qui permettra au groupe d'économiser le salaire de 225 salariés permanents, sans compter les occasionnels, « économies » qu'il pourra distribuer en dividendes à ses actionnaires.

Où est là-dedans la « nécessité économique » qui « justifierait » de précipiter dans la misère des centaines de salariés et toute une région ? Il n'y en a pas. L'argent récupéré ne servira pas plus aux consommateurs, les prix ne baisseront pas. Tout ce gâchis social et économique ne servira qu'à remplir les poches de quelques actionnaires au détriment de tous ceux qu'on va licencier, ainsi que des autres salariés de Yoplait qui seront obligés de se

tuer à la tâche, et de centaines de paysans qui eux aussi vont être victimes de cette décision, en ayant des vaches laitières dont le lait devra rester dans leurs bidons.

Au même moment, juste à côté, chez Candia, qui appartient aussi à Sodiaal, groupe qui contrôle Yoplait, on annonce 85 licenciements dans la laiterie. Voilà comment se conduisent les requins du capitalisme et tout particulièrement de la filière agro-alimentaire française qui tient dans ce secteur le haut du pavé dans le monde. Bonduelle et D'Aucy sont coutumiers du fait. Il y a tout juste deux ans, D'Aucy fermait exactement de la même façon une de ses usines, dans l'Oise égale-

ment, simplement pour faire réaliser la production sans la moindre embauche dans ses quatre autres usines en France, jetant à la rue des centaines de salariés et privant de débouché des dizaines d'agriculteurs.

Devant un tel comportement, réquisitionner les entreprises qui osent se comporter ainsi serait absolument normal, car les salariés seraient non seulement en droit de mettre la main sur les profits accumulés pour garantir l'emploi de tous, mais ce serait bien le seul moyen de garantir les intérêts de toute la collectivité, des producteurs, paysans et ouvriers, jusqu'aux consommateurs.

Paul SOREL

• GIAT Saint-Chamond (Loire)

Un immense gâchis

GIAT Industries a fermé ses portes le 1^{er} juillet. De 800 emplois, il n'en restera que quelques dizaines dans une structure mise en filiale, à l'avenir incertain.

Bien sûr, c'était de l'armement terrestre qui sortait des ateliers de ce site. Mais il n'y avait pas de fatalité à ce que le potentiel technique et humain de cette entreprise ne soit pas employé plus utilement. Des ateliers de GIAT Industries auraient pu sortir des tracteurs, des moyens de transport collectif, comme des voitures ou des wagons pour la SNCF. Mais cela aurait concurrencé les trusts privés, comme Alstom, qui s'engraissent en fabriquant ces matériels.

En outre, l'avenir des terrains libérés par la fin des fabrications risque d'être placé sous le signe de la spéculation immobilière et commerciale. Les conditions de vie aggravées pour les travailleurs qui ont perdu leur emploi sans avoir de solution de rechange satisfaisante témoignent du gâchis qui découle de la gestion privée des productions dans notre société.

Correspondant LO

• Hôpital Esquirol - Limoges

Chasse à l'absentéisme féminin

Comme tous les hôpitaux psychiatriques du pays, l'hôpital Esquirol n'a pas vu la couleur des crédits prétendument extraordinaires qui devaient leur être alloués après le drame de l'hôpital de Pau en décembre 2004 et les événements violents dans certains établissements pendant l'été 2005 (dont une agression grave à Esquirol). La situation devient de plus en plus difficile et le directeur s'en est plaint dans la presse.

C'est surtout du sous-effectif dont pâtissent patients et personnel : les départs en retraite ne sont pas toujours remplacés dans un délai raisonnable, les congés maladie ne le sont pas toujours, les congés maternité très peu et les congés pour grossesses pathologiques pas du tout ! Et dans un établissement où le personnel est essentiellement féminin et est en train de se renouveler, ces congés sont bien sûr en

augmentation.

Alors le directeur a décidé de faire porter le chapeau aux femmes enceintes : il y en aurait trop, leurs congés seraient trop longs et, taxant d'« abusives » les grossesses pathologiques, il a annoncé qu'il allait les faire systématiquement contrôler !

Connaissant les conditions de travail stressantes en services de psychiatrie, avec de la violence verbale et même phy-

sique quasi quotidienne, les horaires difficiles que les cadres n'épargnent pas aux femmes enceintes, les généralistes et gynécologues mettent les soignantes enceintes en congé très tôt et ils ont raison.

Au lieu d'exiger des budgets pour embaucher, la direction montre du doigt et culpabilise les femmes qui veulent avoir un enfant dans de bonnes conditions. Abject !

Correspondant LO

• CHU - Angers

Des fermetures de lits scandaleuses

Au CHU d'Angers, nous venons d'apprendre qu'au niveau du département du Maine-et-Loire, 65 lits de soins de suite et long séjour seront fermés pendant tout l'été.

Il était déjà scandaleux de fermer les 20 lits de long séjour à la maison de cure de Saint-Barthélémy (qui font partie du CHU) car cela signifiait non seulement une baisse de la capacité d'accueil des personnes âgées, mais en plus des déménagements pour les patients de l'unité concernée.

Aujourd'hui, la capacité d'accueil est donc à nouveau entamée par 45 fermetures de lits de convalescence et de soins de suite, alors que la chaleur s'est installée dès le mois de juin, faisant craindre des besoins accrus pendant

l'été. La raison invoquée, c'est le manque de personnel dans les hôpitaux locaux, au centre de cure de Saint-Barthélémy ou à la clinique Saint-Claude. Quelques remplaçants ont été embauchés sur des crédits « canicule », mais ils suffisent à peine à compenser les absences pour maladie ou maternité.

Il sera donc très difficile, voire impossible, de trouver une place pour prendre en charge une personne âgée à la suite d'une hospitalisation. Le gouvernement voudrait nous faire croire que la prise en charge des personnes âgées est au cœur de ses préoccupations, mais nous avons là un exemple qui démontre le contraire.

Correspondant LO

• Hôpital psychiatrique Le Vinatier - Bron (Rhône)

La direction a reculé

Sous prétexte de corriger une erreur de calcul sur une prime, la direction avait tenté de retirer 10 à 30 euros sur les payes. Cela a provoqué la colère du personnel qui, depuis deux semaines, débrayait quotidiennement.

Les débrayages se prolongeaient parfois par le blocage de la caisse du self de l'hôpital et les manifestants permettaient ainsi à tous de manger gratuitement. Tous les jours, la direction se faisait apostropher et voyait ses bureaux envahis par le personnel en colère qui scandait : « Pas de pertes de salaire ! »

Lasse de cette situation, elle a finalement reculé. Elle rétablit intégralement la prime et ne retient rien sur les

salaires des manifestants. Le sentiment, largement partagé, est d'avoir obtenu une première victoire.

Elle espère cependant nous arnaquer en novembre où elle doit proposer de diminuer les augmentations de salaire prévues. Pour tous ceux qui ont participé au mouvement, et ils sont nombreux, il est clair que nous ne sommes qu'à la mi-temps. Rendez-vous est d'ores et déjà pris pour la rentrée, le 4 septembre, où une action sera organisée, peut-être devant l'ARH (Agence régionale de l'hospitalisation), responsable des réductions de budget des hôpitaux.

Correspondant LO

• La Poste-Distribution (Haute-Vienne)

Une réorganisation à la hussarde

Une enième réorganisation du tri et de la distribution du courrier a une nouvelle fois rencontré l'opposition des facteurs des bureaux de Saint-Junien et d'Oradour-sur-Glane en Haute-Vienne. Il y a un an déjà, en mai 2005, après un conflit de plusieurs jours, la direction avait même tenté de licencier une collègue CDI factrice à Saint-Junien. La mobilisation des postiers mais aussi de la population et des élus l'avait obligée à reculer.

Cette fois-ci, à la suite du dépôt d'un préavis de grève renouvelable chaque jour et d'une première journée de grève, le 6 juin à l'appel de la CGT et de SUD, la direction régionale décidait officiellement de reporter la réorganisa-

tion et de venir voir sur place, la semaine suivante. Mais le 8, deux jours plus tard, la directrice de Saint-Junien tentait, malgré tout, d'imposer la réorganisation.

Face à l'opposition des collègues, qui s'appuyaient sur le protocole signé par la direction du Limousin, elle dut reculer. Mais le lendemain, dans l'après-midi, elle s'en est pris physiquement à une factrice. Bien que celle-ci ait un témoin pour appuyer sa plainte, une enquête interne, menée par « deux cadres neutres » de La Poste, rend la mauvaise ambiance responsable de la situation. Tout le monde est renvoyé dos à dos.

Le 13 juin, la direction régionale devait venir sur place. Un peu avant 8 heures, alors qu'ils

attendaient la venue des directeurs, les facteurs ont appris que la visite était annulée mais que des demandes d'explications leur étaient adressées pour « absence injustifiée au travail » ce matin-là ! Et alors que d'habitude les « PV » sont remis par le chef, cette fois-ci, ils ont été portés à domicile par un huissier (63 euros la visite) !

Pour « absence injustifiée au travail », les facteurs fonctionnaires auront une retenue de salaire d'une journée et les facteurs contractuels d'une heure. En outre, deux facteurs ayant répondu, partiellement, à la demande d'explication ont un avertissement. Pour les autres : douze ont un blâme et deux, dont la collègue que la direction avait déjà voulu licencier, sont

convoqués devant un conseil de discipline qui se tiendra le 4 août.

La directrice, elle, partie en vacances le lendemain de sa tentative de coup de force, puis en arrêt-maladie, est officiellement mutée, et promue, à la direction du Limousin !

Pour l'instant la réorganisation est suspendue et une rencontre devrait avoir lieu avec la direction régionale qui déclare vouloir « retrouver un climat social serein ».

Elle n'a pour cela qu'à commencer par lever toutes les sanctions et satisfaire les revendications des postiers de Saint-Junien et d'Oradour.

Correspondant LO

• Malora - Saulxures-lès-Nancy (Meurthe-et-Moselle)

Les travailleurs dénoncent le bradage de leur entreprise

Depuis quinze jours, une vingtaine de travailleurs de l'usine de mobilier de bureau Malora occupent jour et nuit leur usine. Ils dénoncent les conditions dans lesquelles leur entreprise a été liquidée le 27 juin.

En quelques années cette entreprise a été délibérément mise en faillite par ses propriétaires puis par le repreneur, qui n'est sans doute qu'un prête-nom. En effet les 51 500 mètres carrés de terrain, situés entre le village de Saulxures et des zones

pavillonnaires, peuvent être revendus à un très bon prix.

Il est clair maintenant qu'une « requalification » du site visant à assurer la continuité entre les deux secteurs d'urbanisation était en projet depuis 2001. Mais, pendant ces cinq années, personne ne s'est posé la question de l'emploi des 48 travailleurs de l'usine et en particulier il n'y a jamais eu de proposition de déplacer l'usine. Les Malora dénoncent l'indifférence coupable des pouvoirs publics et des élus

dans ce qui apparaît comme une conspiration contre leurs emplois.

La semaine dernière, les travailleurs de Malora ont découvert une livraison de deux semi-remorques avec une remise de 85 % : des soldes à prix cassés ! Dans cette affaire ils accusent le repreneur de vouloir se relancer dans une société de négoce avec les productions bradées de Malora ; des cadres ont en effet été sollicités pour en faire partie. Les travailleurs ont également mis à l'abri plusieurs ordina-

teurs et imprimantes achetés... juste avant la cessation d'activité de l'entreprise.

En se mobilisant et en rendant publiques toutes ces magouilles, les travailleurs de Malora mettent les autorités en difficulté. C'est en continuant dans ce sens qu'ils peuvent arracher des mesures en leur faveur, car il serait proprement scandaleux que la fermeture de Malora soit une bonne affaire... sauf pour les travailleurs !

Correspondant LO

• Rhodia

Vous avez dit « performance économique » ?

Les dirigeants de ce groupe chimique, qui imposent des sacrifices à leurs salariés sous prétexte de l'endettement de la société, ne semblent guère être préoccupés de participer eux-mêmes ou de faire participer les plus importants actionnaires au désendettement. Ils ont décidé d'attribuer des actions gratuites à un certain nombre d'actionnaires ou de dirigeants au titre de leur « performance économique ». Au total, 9 306 250 actions ont été attribuées à 338 actionnaires. Les plus gâtés sont Jean-Pierre Clamadieu, directeur général : 600 000 actions gratuites ; Gilles Auffret, directeur général délégué : 360 000 actions gratuites ; Bernard Chambon, secrétaire du comité des rémunérations et nominations : 240 000 actions gratuites.

On nous dit que les classes sociales n'existent plus : en tout cas, la classe capitaliste existe bel et bien, et elle sait se servir. Il serait temps que l'autre classe, celle dont le travail enrichit ces messieurs, se défende de la même façon, sans complexes.

Correspondant LO

• Hôpital la Pitié-Salpêtrière (Paris 13^e)

La grève des salariés du nettoyage

Une grève a démarré le 1^{er} juillet parmi les salariés de l'entreprise de nettoyage Challancin, lors du changement de patron, puisqu'auparavant ils étaient employés par Onet.

Ils sont 150 salariés à effectuer le ménage dans l'hôpital, payés à peine au smic, trente d'entre eux étant même à temps partiel. Ils travaillent six jours sur sept et n'ont donc tout au long de l'année qu'un seul jour de repos par semaine.

Le personnel, avec ses délégués, avait préparé ses revendications, une prime, un treizième mois, deux jours de repos hebdomadaires, le maintien de l'élection des délégués sur le site et non à l'échelle de l'entreprise. Ils voulaient les présenter le 1^{er} juillet lors de la venue supposée du nouveau patron et avant d'avoir leur

nouveau contrat. Mais le patron était parti en Allemagne assister au match de foot : cela a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

Le mouvement s'est mis en place petit à petit. Un certain nombre de grévistes se retrouvaient à la prise de service à 6h30 pour tourner dans les bâtiments afin d'entraîner tout le monde. Le mercredi 5 juillet, la grève était effective. À une centaine, ils ont défilé dans l'hôpital en chantant, en faisant du bruit : l'ambiance y était. Ils ont aussi distribué des tracts pour s'adresser au personnel soignant qui exprimait volontiers sa solidarité.

Deux jours plus tard, la grève continuant, le patron de Challancin a daigné discuter avec les délégués au téléphone, en présence de la direction de l'hôpital.



Au final, ils ont obtenu la transformation de la prime en 13^e mois avec un gain moyen de 60 euros en 2007 et le maintien des délégués sur le site jusqu'aux prochaines élections

professionnelles.

Même si tout n'a pas été obtenu, les employés de Challancin étaient contents d'avoir relevé la tête ; ils ont repris le travail en ayant eu le sentiment

de s'être fait craindre. En tout cas, le fait d'avoir accueilli Challancin de cette manière est un gage pour l'avenir.

Correspondant LO

• 70^e anniversaire de la révolution du 19 juillet 1936

La nouvelle croisade de l'Église catholique

La venue du pape à Valence, pour la « rencontre mondiale des familles » organisée par les partis de droite et les organisations religieuses, a été pour le clergé espagnol l'occasion de mener campagne contre les récentes réformes du gouvernement Zapatero.

Le clergé avait organisé d'immenses manifestations contre le mariage des homosexuels, accusé de « *corrompre l'institution du mariage* ». Un cardinal s'est répandu en imprécations contre l'avortement, promettant l'excommunication pour « *la mère, le père et le personnel médical* ». Et pour que le message soit clair, il a aussi accusé les couples n'ayant que deux enfants de saboter leur mariage « *volontairement rendu stérile* ».

Mais au-delà de ces élucubrations semblant sortir tout droit du Moyen Âge, ce qui est le plus scandaleux dans ce voyage, c'est que le pape soit allé jouer les moralistes dans un pays où l'Église, et l'un de ses prédécesseurs, Pie XI, ont soutenu le massacreur Franco, allant jusqu'à parler de « *sainte croisade* » pour qualifier la guerre d'extermination menée contre les ouvriers et les paysans espagnols.

Mais il est vrai qu'on dit que l'assassin revient toujours sur les lieux de son crime.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

L'Afrique malade du capitalisme

N° 104 - exposé du cercle Léon Trotsky du 16 juin 2006

Les anciennes Démocraties populaires aujourd'hui

N° 103 - 28 avril 2006

L'Inde

De l'exploitation capitaliste au développement dans l'inégalité
N° 102 - 10 mars 2006

Prix : 2 euros. Envoi contre cinq timbres à 0,53 euro par brochure

La mémoire sélective de la gauche espagnole

Le 17 juillet 1936, les généraux Mola à Pampelune et Franco aux Canaries déclenchèrent un soulèvement militaire contre le gouvernement de Front Populaire. Ce soulèvement, parti des casernes du Maroc espagnol, s'étendit rapidement le 18 juillet à toutes les grandes villes d'Espagne.

Le gouvernement commença par nier l'existence du putsch, puis au mépris de toute vérité, il proclama qu'il tenait la situation bien en mains. Enfin, lorsque la gravité de la situation fut indéniable, il démissionna purement et simplement, le Premier ministre Casares Quiroga masquant sa veulerie derrière un bon mot : « *Ils se sont soulevés, alors moi je vais me coucher* ».

Ce furent les travailleurs eux-mêmes, mal armés mais avec audace et héroïsme, qui organisèrent la résistance contre le coup d'État.

Alors que le gouvernement de Front Populaire avait déjà accepté son sort, alors que le Parti Socialiste et les syndicats les laissaient sans consignes, les travailleurs se lancèrent à l'assaut des casernes avec le peu d'armes qu'ils possédaient, désarmèrent les gardes civils.

À Barcelone, les ouvriers avaient, dès le 17 juillet, récupéré des armes sur les navires de guerre du port. Leur détermination fit basculer la garde civile de leur côté. Les militaires finirent par capituler. À Madrid, les travailleurs en colère imposèrent qu'on leur distribue des armes. Mais la plupart des armes étaient sans culasse, inutilisables. Le 20 juin, avec le peu de moyens dont ils disposaient, ils donnèrent l'assaut à la caserne aux mains des officiers rebelles, où les culasses étaient entreposées. Les casernes furent prises d'assaut les unes après les autres.

Le coup d'État franquiste se transforma ainsi en révolution. En ces jours de juillet 1936, le prolétariat espagnol écrivit une des pages les plus héroïques de la lutte pour l'émancipation humaine.

Dans les deux plus grandes villes d'Espagne, mais aussi dans de nombreuses villes et villages, les exploités en armes occupèrent les terres, les entreprises, les bureaux, contrôlant les entreprises, le téléphone, le courrier, les moyens de transport. Les maisons des riches furent réquisitionnées, les hôtels de luxe se transformèrent en restaurants populaires. La population s'organisa en milices, formant des comités dont les décisions étaient les seules appliquées.

Pendant les semaines qui suivirent, il aurait été possible, en s'appuyant sur cette impul-

sion révolutionnaire qui venait après des années de combats contre les riches, l'Église et l'armée, d'organiser et de centraliser ces milliers d'initiatives et d'établir, de renforcer le pouvoir des comités pour en faire de véritables organes de pouvoir. Le Parti Socialiste, le Parti Communiste firent l'inverse et mirent toute leur énergie en œuvre pour que se reconstitue le pouvoir bourgeois, en prétendant que les nécessités de la guerre contre l'armée franquiste, qui occupait toute une partie du territoire espagnol,

groupes politiques (sauf le Parti Populaire, de droite) ont fait le 22 juin une déclaration dans laquelle ils rendaient hommage à toutes les femmes et hommes qui « *ont défendu des valeurs démocratiques* » et furent victimes de la guerre civile et aussi de la répression franquiste qui a suivi pendant des années. Ils ont rendu hommage à la Deuxième République, qualifiée d'« *antécédent de l'actuel régime parlementaire* ». Il est également prévu une loi qui devrait réparer, d'une façon ou d'une autre, les torts faits aux victimes de la répression franquiste.

Ces hommages et compensations viennent trente ans après la mort de Franco et correspondent à bien des calculs politiques de la part des diri-

années qui ont suivi : plus de 150 000, dont 30 à 35 000 ont été jetés dans des fosses communes.

Mais ce que l'on peut souhaiter, c'est que les militants qui se penchent sur ce passé aillent jusqu'au bout de la « mémoire historique », et comprennent que cette dramatique répression qui fut la conséquence de la défaite du peuple espagnol est aussi liée à la trahison des partis et organisations de gauche.

Il est évident aujourd'hui que le gouvernement de Zapatero et ses alliés s'efforcent d'occulter, derrière les hommages rendus à la « démocratie » et à la « République », l'ampleur de la révolution sociale qui mit en échec, en juillet 1936, le coup d'État franquiste.



La population prend les armes.

exigeait cela. Les dirigeants anarchistes – au nom du fait qu'ils étaient opposés à prendre le pouvoir – participèrent eux aussi à cette trahison en fournissant des ministres à un gouvernement qui s'était donné comme tâche de rétablir l'ordre bourgeois. Grâce aux grandes organisations qui avaient la confiance de la classe ouvrière, le vieil appareil d'État reprit donc les choses en main, en détruisant l'élan révolutionnaire au nom d'une prétendue efficacité économique et militaire que la marche des événements ne cessa de contredire.

Aujourd'hui, en Espagne, à l'occasion du 70^e anniversaire du début de la guerre civile, la gauche parlementaire a souhaité rappeler les événements avec une déclaration au Congrès des députés intitulant l'année 2006 « Année de la mémoire historique ». Tous les

geants du Parti Socialiste ou du Parti Communiste (qui après avoir accepté le drapeau franquiste et la monarchie ressortent aujourd'hui de la naphthaline le drapeau de la Deuxième République et réclament la Troisième). Mais ils sont aussi le résultat de l'action de dizaines d'associations qui se font les défenseurs de la « mémoire historique », associations composées de familles de victimes, de militants de gauche, qui mettent en la lumière le véritable drame du franquisme et luttent pour une réparation aux victimes, l'annulation des jugements franquistes et la dénonciation du régime assassin de Franco.

Ces associations, sans l'aide d'aucun gouvernement, ont établi le nombre de victimes exécutées par le franquisme, non seulement pendant la guerre civile mais pendant les

La « meilleure réparation » qui puisse se faire aujourd'hui vis-à-vis des victimes du franquisme, c'est de comprendre ce qui s'est passé dans ces années de révolution. De comprendre pourquoi et comment tout un peuple en armes, soulevé, héroïque, a été dépossédé, trahi, avant que des milliers de ses fils ne soient fusillés.

Bien sûr, la société espagnole d'aujourd'hui n'est pas celle de 1936, mais l'exploitation, la dictature de l'argent, n'ont pas disparu, bien au contraire. Alors, la leçon de ces journées de juillet, c'est que les travailleurs peuvent organiser eux-mêmes une société sans classes sociales, sans la dictature de l'argent et des politiciens à son service. Et cette leçon, elle, reste d'actualité.

Jacques MULLER